



UN LIBRARY

DEC 11 1972

SA COLLECTION

Distr.  
GENERALES/10770/Add.15  
5 décembre 1972

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS



# NATIONS UNIES

## CONSEIL DE SECURITE

### EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN

#### Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct suivant.

La liste complète des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans le document S/10770, daté du 22 août 1972. Au cours de la semaine qui s'est terminée le 2 décembre 1972, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur la question suivante :

74. La situation en Namibie (voir S/8367, S/8424, S/8428, S/8438, S/8450, S/8468, S/9107, S/9373, S/9382, S/9395, S/9636, S/9898, S/10351, S/10369, S/10375, S/10377 et S/10757)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 1678ème séance le 28 novembre, après avoir reçu un rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 319 (1972) du Conseil de sécurité concernant la question de la Namibie (S/10832 et Corr.1).

Avec l'assentiment du Conseil, et suite à leurs demandes, le Président a invité les représentants de l'Ethiopie, du Libéria, du Maroc, de Maurice, de la Sierra Leone et du Tchad à la 1678ème séance, et ceux du Nigéria, du Burundi et de la Zambie à la 1679ème séance le 30 novembre, à participer aux débats du Conseil sur cette question sans droit de vote. De même, à sa 1678ème séance, le Conseil de sécurité a accepté, en réponse à la demande du Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, de lui adresser une invitation conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire. A sa 1679ème séance, comme les représentants de la Somalie et du Soudan le lui avaient demandé dans une lettre datée du 28 novembre 1972 (S/10841), le Conseil a accepté, conformément à l'article 39 de son règlement intérieur provisoire d'adresser une invitation à M. Peter Mueshange et a entendu sa déclaration à sa 1680ème séance le 1er décembre.